

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 23/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAQUIGNON Frères

12 Lieu-dit Le Prieuré de Remeneuil
86230 USSEAU

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement MAQUIGNON Frères implanté Les Dabinières 36 600 VILLENTOIS-FAVEROLLES-EN-BERRY. L'inspection a été annoncée le 25/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAQUIGNON Frères
- Les Dabinières 36 600 VILLENTOIS-FAVEROLLES-EN-BERRY
- Code AIOT : 0010011582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière souterraine a une surface d'exploitation de 8 800 m². Il s'agit d'un gisement de tuffeau sur le territoire de la commune de Villentrois qui est devenue commune de Villentrois-Faverolles-en-Berry aux lieux-dits "les Cosses", "les Dabinières" et "le Bécheau". L'installation est concernée par la rubrique 2510 (carrières ou autre extraction de matériaux) de la nomenclature des installations classées pour un volume autorisé de 3 600 tonnes/an avec une moyenne de 2 700 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite du 10 décembre 2021,
- Suivi de la faune,
- Suivi annuel d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Suivi annuel d'exploitation	AP Complémentaire du 05/06/2020, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Définition générale des moyens	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.5.1	NC – VI du 10/12/2021	Sans objet
2	Aménagement préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.2.4	NC – VI du 10/12/2021	Sans objet
3	Suivi de la faune	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.6	NC – VI du 10/12/2021	Sans objet
4	Déchets autres que les déchets inertes et terres non polluées de carrière	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 5.2	NC – VI du 10/12/2021	Sans objet
5	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.3.1.2	/	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.4.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté une non conformité qui serait susceptible de suite concernant le suivi annuel d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Définition générale des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Définition générale des moyens
Point de contrôle déjà contrôlé : NC – VI du 10/12/2021
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers. Il est précisé dans l'étude de dangers que, au moins un des membres du personnel qui intervient sur le site, doit disposer d'un brevet de secouriste.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant a transmis par courrier en date du 8 mars 2022 et réceptionné à la DREAL Centre Val de Loire le 15 mars 2022, un devis de FORSECO (Formation service conseil) avec un "bon pour accord" signé par la SARL Maquignon frères en date du 07 mars 2022. Cette formation a été réalisée par la société FORSECO du 11 au 12 avril 2022 à destination de M. Trinquard Nicolas. L'exploitant Maquignon Frères a transmis une attestation de réalisation de cette formation à l'inspection des installations classées datée du 7 novembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Aménagement préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Aérage des galeries
Point de contrôle déjà contrôlé : NC – VI du 10/12/2021
Prescription contrôlée : Les ventilateurs permettent d'assurer selon leur usage (sanitaire ou incendie) les débits mentionnés dans l'étude d'aérage. L'étude d'aérage précise que l'installation doit disposer à minima des débits suivants : zone 2: 11,2 m ³ /s, zone 3 : 11 m ³ /s, zone 4 : 11 m ³ /s
Constats : conforme
Observations : Dans le constat concernant le point de contrôle "Aérage" lors de sa visite du 10 décembre 2021, l'exploitant devait transmettre par courrier les conclusions des éléments disponibles sur ce sujet à l'inspection des installations classées. Un courrier en date du 8 mars 2022, a été transmis par la société Maquignon Frères à destination de l'inspection des installations classées, répondant parfaitement aux suites de l'inspection du 10 décembre 2021 et permettant de lever ce constat.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi de la faune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 9.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la faune
Point de contrôle déjà contrôlé : NC – VI du 10/12/2021
Prescription contrôlée : Un suivi de l'hivernage des chiroptères est réalisé tous les deux ans par une structure naturaliste.
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant Maquignon Frères a fait réaliser une étude du suivi écologique Chiroptères hivernants par le bureau d'étude ENCEM. Cette étude est datée de janvier 2022 et répond aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 août 2014. Dans son bilan, l'étude indique que depuis le dernier diagnostic écologique réalisé en 2018, les chiroptères sont toujours présents dans les galeries souterraines prospectées et dans des proportions cinq fois plus importantes que les années précédentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets autres que les déchets inertes et terres non polluées de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets autres que les déchets inertes et terres non polluées de carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : NC – VI du 10/12/2021
Prescription contrôlée : CHAPITRE 5.2 Principes de gestion des déchets autres que les déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière Article 5.2.1. Limitation de la production de déchets, Article 5.2.2. Séparation des déchets.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de l'inspection du 10 décembre 2021, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les copies des bordereaux de suivi de déchets correspondants aux déchets produits afin de vérifier la traçabilité des déchets et d'en attester leur élimination dans des filières autorisées . Par courrier en date du 8 mars 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les copies des bordereaux de suivi de déchets correspondants aux déchets produits sur le site. L'inspection n'a pas d'observation particulière à formuler sur le contenu des bordereaux, néanmoins elle rappelle que la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire de février 2020 renforce les dispositifs liés à la traçabilité des déchets et notamment la transmission de ces éléments sur l'application Trackdéchets. Les arrêtés ministériels du 21 décembre 2021 relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets d'amiante fixent les dispositions réglementaires pour l'usage de la plateforme et rendent obligatoire la traçabilité dématérialisée pour les déchets concernés (dangereux et amiante) depuis le 1er janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès à l'ensemble des installations (parties souterraine et aérienne) est interdit par une clôture efficace.[...] Le danger est signalé par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'inspection des installations classées a constaté par sondage que l'accès aux installations est interdit par une clôture et qu'une signalétique adéquate est en place aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2014, article 7.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Ravitaillement et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ravitaillements des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cette aire peut être remplacée par un dispositif amovible étanche. Les opérations d'entretien et réparation des engins sont interdites sur le site.
Constats : Conforme
Observations : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'une aire étanche pour le ravitaillement des engins de chantier. Des Kits antipollutions (absorbeur) sont disponibles sur le site dédié aux ravitaillement des véhicules.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi annuel d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Ces plans sont mis à jours au moins deux fois par an (mi-année et fin d'année). La mise à jour de fin d'année sera effectuée par un géomètre expert. Ces plans seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur l'emprise de la carrière.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées la mise à jour du plan de suivi annuel d'exploitation de fin d'année élaboré par un géomètre expert.
Observations : L'exploitant n'a pas pu tenir à disposition de l'inspection des installations classées le plan mis à jour de suivi annuel d'exploitation de fin d'année 2022 élaboré par un géomètre expert. La société Maquignon Frères précise que la mise à jour de ce plan est prévue sur site le 20 décembre 2022 et que le plan à jour sera transmis à l'inspection au mois de janvier 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet